

2007 - Université Laval

Du respect pour l'instance souveraine SVP!

Depuis qu'un étudiant a déposé une pétition de plus de 500 noms demandant à la CADEUL de tenir une Assemblée générale sur les frais de scolarité, des voix s'élèvent pour discréditer la légitimité de cette dernière et demandent la tenue d'un référendum sur la question. Nous en appelons donc au respect des signataires de la pétition et de l'instance souveraine qu'est l'Assemblée générale.

La forme de démocratie directe qu'est l'assemblée générale est l'essence même des organisations reposant sur un membership; du mouvement étudiant aux Chambres de commerce, en passant par toutes autres formes de corporations (coopératives, entreprises et syndicats). Pour une organisation, l'Assemblée générale a toujours été le meilleur moyen de prendre le pouls de ses membres. Il est de même pour le mouvement étudiant qui, au cours des années, a acquis sa crédibilité par la vitalité de ses assemblées générales.

Cette instance suprême garantit un débat démocratique sain et une prise de position informée après avoir entendu tous les points de vue sur un sujet. Les gens vraiment intéressés se déplacent pour y assister, s'informent, échangent et ont même l'occasion de changer d'avis au fil des discussions.

C'est ainsi que le 16 février prochain, les membres de la CADEUL sont, encore une fois, conviés à prendre position sur une importante question les touchant directement : les frais de scolarité.

Nous avons de sérieuses réserves face à l'éventualité d'une prise de position par voie référendaire. Les contraintes temporelles, entre autres, posent problème. Il suffit de lire les journaux pour comprendre que des élections provinciales seront déclenchées sous peu. La CADEUL doit se positionner le plus tôt possible et nous ne devons pas arriver en retard au débat. Il serait effectivement un peu embarrassant de prendre position alors que la campagne électorale est sérieusement démarrée.

Dans le contexte d'une élection qui pourrait être déclenchée très bientôt, nous voyons mal comment organiser un référendum sérieux en moins de deux semaines. D'autant plus que du 2 au 11 mars, l'agenda universitaire prévoit une semaine de lecture.

La tenue d'un référendum sur la question ne garantit en rien l'émergence de débats démocratiques. Sur une question comme celle des frais de scolarité, il y a un grave risque que les positions se campent et que toute discussion ne devienne qu'un dialogue de sourds au cours duquel les partis ne tendent qu'à s'autodétruire. En bout de ligne, les électeurs ne seront pas plus informés sur les enjeux, mais seront tout de même fortement

invités à se prononcer.

Comme dans toute guerre de tranchée, il y a des risques de dérapages à saveur démagogique auxquels aucune des parties n'est à l'abri. N'en avons-nous pas constaté au cours du référendum sur la désaffiliation de la FEUQ?

La tenue d'un référendum nécessite beaucoup de logistique et de forces mobilisatrices. Tout cela représente temps et énergie, deux choses qui se font de plus en plus rares sur le campus. En cas d'exercice référendaire, l'expérience du terrain nous dit qu'il est impératif, pour chacune des parties, d'informer sa base de manière individuelle. En assemblée générale, il suffit de convaincre les gens de s'y présenter pour qu'ils reçoivent l'information et effectuent un choix éclairé.

Le référendum électronique n'est pas une option acceptable. Nous croyons fermement au principe du vote sur un bulletin, alors que le votant se déplace dans un isolement et coche l'option qu'il privilégie. À notre avis, le vote électronique contribue à banaliser l'exercice démocratique. L'effort de se déplacer aux urnes pour s'exprimer illustre l'importance réelle qu'une personne accorde à un dossier. L'action de se déplacer vers une assemblée générale l'illustre encore plus.

C'est donc avec beaucoup d'enthousiasme que nous convions tous les membres de la CADEUL à se déplacer, le 16 février prochain, pour prendre part à l'exercice de la démocratie directe. Quelle que soit votre opinion au sujet des frais de scolarité, venez l'exprimer au cours de cet événement historique et faire en sorte que la voix des étudiants soit entendue dès le début de la campagne électorale québécoise.

Simon Bérubé, sc. politique

Mylène Custeau-Boisclair, relations industrielles

Marie-Ève Deschambault-Lepage, relations industrielles

Jolana Jarotkova, sociologie

Luc Schulz, sc. politique